

Arrestations, agressions : Athènes critiquée pour la situation de ses immigrés

12 455 personnes ont été interpellées au cours du mois d'août dans une vaste opération de police. Les immigrés sont la cible d'attaques violentes menées par des groupes racistes

Athènes
Correspondance

Dans une Grèce meurtrie par la crise, Zeus affiche un curieux sens de l'hospitalité. Le gouvernement de coalition dirigé par le premier ministre conservateur Antonis Samaras a baptisé du nom de « *Xenios Zeus* » (Zeus hospitalier) une opération d'arrestations et d'expulsions d'immigrés lancée le 2 août et qui se poursuit depuis. 12 455 personnes ont été interpellées, dont un peu plus de 2 000 ont été arrêtées. Environ 250 migrants ont été renvoyés vers leur pays d'origine.

L'opération fait des vagues. Elle a été dénoncée par des ONG, comme Amnesty International ou Human Rights Watch. Lors d'une visite à Athènes, jeudi 23 août, le représentant régional du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), Laurens Jolles, a alerté le ministre de la protection des citoyens, Nikos Dendias, sur « le risque que parmi les migrants arrêtés il puisse y avoir des personnes à protéger », risque accru par les défaillances de la procédure d'asile grecque.

« *Xenios Zeus* » s'inscrit dans un contexte de vives tensions sur les questions d'immigration, marqué par le succès électoral d'un parti néofasciste, l'Aube dorée, qui affiche un langage et un comportement musclés à l'encontre des immigrés, et par la multiplication d'attaques subies par les étrangers. Le HCR s'inquiète de la montée « des attaques raciales sur les étrangers, notamment les demandeurs d'asile et les réfugiés ».

Le 12 août, un Irakien a été agressé dans le centre d'Athènes par un groupe de gens à moto et mortellement poignardé. Le HCR et dix-neuf ONG ont dénoncé « le fait que les auteurs de telles attaques agissent sans être inquiétés ». Dans un rapport publié en juillet, HRW recense les attaques et met en évidence l'absence de réaction de la police, soupçonnée de protéger le parti Aube dorée. Une enquête de l'hebdomadaire *To Vima* a montré que ce parti réalisait des scores

importants dans les bureaux de vote situés près des casernes de police.

Plusieurs milliers de travailleurs immigrés ont manifesté, vendredi 24 août, dans les rues d'Athènes, pour protester contre les violences dont ils ont été victimes. Le cortège, composé principalement d'hommes pakistanais, protestait notamment contre l'attaque d'une mosquée au milieu du mois d'août, pendant le ramadan. Des drapeaux du parti d'extrême gauche Antarsya, très actif dans la défense des immigrés, se mêlaient aux affiches « *non à l'islamophobie* », « *dehors les fascistes* » ou « *punition des fascistes qui attaquent les mosquées et insultent le Prophète* ». La foule avançait d'un pas discipliné vers la place Syntagma, ponctuant sa marche d'« *Allah Akbar* », repris en chœur. « *Nous protestons contre l'extrême droite, pas contre le peuple grec ou le gouvernement grec* », explique Azhar, 23 ans.

La veille, un groupe de militants du parti néofasciste à Corinthe, dans le Péloponnèse, s'est opposé au transfert d'immigrés dans l'ancienne

base militaire de la ville, transformée pour l'occasion en centre de rétention pour une centaine d'immigrés arrêtés dans le cadre de l'opération policière contre l'immigration clandestine.

Le maire socialiste de la ville s'est opposé à l'utilisation de la base comme centre de détention, menaçant même de couper l'eau. Plusieurs

Dix-neuf ONG ont dénoncé « le fait que les auteurs de telles attaques agissent sans être inquiétés »

élus locaux du nord de la Grèce, où ont été envoyés de nombreux immigrés arrêtés, se sont également opposés à l'ouverture de tels centres. Le gouvernement grec s'est plusieurs fois engagé à construire des centres de détention, pour lesquels il peut bénéficier de fonds européens, mais sans jamais tenir ses promesses. Les conditions de détention des immi-

grants en Grèce ont été dénoncées dans plusieurs rapports d'ONG. Ces opérations policières ne sont pas propres à la droite de Nouvelle Démocratie. L'ancien ministre socialiste de la protection des citoyens, Michalis Chrysoshoïdis, avait lancé une opération de « *nettoyage* » du centre d'Athènes, peu avant le scrutin législatif du 6 mai. Son successeur, Nikos Dendias, a employé les grands moyens pour « *Xenios Zeus* ».

« *Le problème de l'immigration est peut-être encore plus important que le problème économique* », a estimé le ministre comparant « *l'invasion des immigrés* » à celle des Doriens, à la fin du deuxième millénaire avant Jésus-Christ. Le premier ministre, Antonis Samaras, se félicite de l'action de son ministre, qui reçoit le soutien d'une « *vaste majorité de Grecs* », tout en liant immigration clandestine et criminalité.

M. Dendias s'est engagé devant le représentant du HCR à mettre en place une force spéciale contre les attaques racistes, qui s'attaqueraient à ces brigades motorisées qui chassent les immigrés. ■

ALAIN SALLES



Environ 3 000 personnes ont défilé dans le centre d'Athènes, vendredi 24 août. PETROS GIANNAKOURLIS/AP PHOTO

Le conflit syrien bouscule l'échiquier politique libanais

Le pays, déchiré entre pro et anti Assad, pourrait être à son tour entraîné dans la crise

Beyrouth
Correspondance

Le conflit en Syrie a-t-il déjà modifié le rapport de forces sur l'échiquier politique libanais ? Secoué par des incidents sécuritaires, miné par une économie fragilisée, divisé entre alliés et opposants à Damas, le pays redoute de basculer dans la crise syrienne. La plupart des responsables politiques semblent douter de la viabilité du régime de Bachar Al-Assad. Le président Michel Sleiman et le premier ministre Najib Mikati, ont pris leurs distances avec Damas. Alors que la majorité dominée par le Hezbollah, qui risque de perdre avec Bachar Al-Assad l'un de ses principaux alliés régionaux, est sur la défensive, l'opposition, emmenée par l'ancien premier ministre Saad Hariri, semble raffermie.

L'évolution de la situation en Syrie est déterminante dans la perspective des élections législatives, prévues pour 2013. En effet, la chute du régime constituerait un tournant pour le pays. « *La période à venir va être troublée, estime une source diplomatique européenne. Si le conflit se poursuit en Syrie, il y a un risque de débordement. Si le régime tombe, il y aura un bouleversement politique.* »

Ce dernier scénario est d'autant plus délicat pour ceux, comme le Hezbollah, qui ont établi une relation stratégique avec Damas. « *La résistance est bien trop forte pour être ébranlée par les événements en Syrie* », a prévenu le cheikh Nabil Kaouk, vice-président du conseil exécutif du parti. Mais la formation, qui cherche à conserver son pouvoir politique et militaire au Liban, doit aussi prendre en compte les pressions occidentales contre son parrain iranien.

Officiellement, le Parti de dieu maintient un soutien sans faille au régime des Assad. Mais des sour-

Officiellement, le Hezbollah maintient un soutien sans faille au régime des Assad. Mais des sources diplomatiques font état de dissensions dans l'appareil

ces diplomatiques font état de dissensions au sommet de l'organisation sur la nature et l'ampleur du soutien à apporter à Damas. Les déclarations d'Hassan Nasrallah, notamment, secrétaire général de

la formation chiite libanaise, sont jugées moins virulentes que par le passé.

Loin de qualifier l'opposition syrienne d'« *alliance de Satan* » — comme l'avait fait l'un des dirigeants du parti —, il s'est contenté de mettre en cause les capitales arabes qui soutiennent la révolte en Syrie pour mieux « *affaiblir la Palestine* » lors de son dernier discours, le 17 août. « *Nos positions sur la Syrie sont liées à la cause palestinienne* », a-t-il précisé.

Au sein de l'opposition, qui appuie la révolte en Syrie, les coups portés au régime baasiste depuis l'attentat à Damas qui a coûté la vie à plusieurs responsables de haut rang, en juillet dernier, nourrissent l'optimisme. « *L'appareil syrien est aujourd'hui moins puissant au Liban, affirme au Monde Ahmed Hariri, secrétaire général du Courant du futur (le parti sunnite dirigé par son cousin Saad, qui vit hors du Liban pour des raisons de sécurité). Le "14 mars" [opposition anti-Assad au Liban] est plus fort, car nous assistons à l'émergence d'un autre "14 mars" en Syrie. Les deux pays ont toujours été liés.* » M. Hariri souligne que le Courant du futur « *avec l'Armée syrienne libre et le peuple syrien libre jusqu'au bout* ».

Dans ce contexte tendu, chaque

camp se prépare à l'après-Assad. Selon Talal Attrissi, politologue rattaché à l'Université libanaise, « *le Hezbollah défendra le régime jusqu'au bout. Mais il réfléchit à la suite et aux risques de guerre civile en Syrie et de retombées sur l'Irak et le Liban* ».

D'après ce spécialiste du Hezbollah, qui rejette les analyses faisant état de divisions au sein du parti sur le soutien à maintenir au pouvoir baasiste, le Hezbollah redoute aussi un embrasement au Liban à la faveur de « *provocations* » entre sunnites et chiites. Le Courant du futur dit aussi chercher à « *prévenir un conflit quand le régime syrien tombera* », selon Ahmed Hariri, qui plaide pour un « *accord historique* » entre communautés en Syrie afin d'éviter une guerre civile aux probables répercussions régionales.

Dans les deux camps, les récentes déclarations du leader druze Walid Joublatt, qui a assuré en 2011 la majorité nécessaire à la coalition au pouvoir pour prendre les rênes de l'exécutif, sont scrutées de près. Cet ancien membre du « *14 mars* », qui appelle à « *abattre* » Bachar Al-Assad, s'en est violemment pris au projet politique et aux actions armées du Hezbollah. ■

LAURE STEPHAN

Après le retour de M. Basescu, la crise continue à Bucarest

Le président roumain reprend ses fonctions après une tentative de destitution

Bucarest
Correspondant

L'ancien marin est de retour aux commandes. Suspendu le 6 juillet par le Parlement, le président roumain Traian Basescu a repris ses fonctions à la suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle qui a invalidé le référendum du 29 juillet, organisé en vue de sa destitution. Lundi 27 août, le Parlement a été bien obligé d'entériner ce retour.

Cen'est pas une bonne nouvelle pour les socialistes et les libéraux, qui ont tout fait ces dernières semaines pour se débarrasser du chef de l'Etat. Mais les élus de l'Union sociale-libérale (USL, coalition au pouvoir), après avoir envisagé de boycotter la séance parlementaire, ont fini par se résoudre à respecter la procédure et admettre le retour de M. Basescu au palais présidentiel.

Pourtant, l'heure n'est pas à la fête pour les partisans du président. D'ici aux élections législatives, qui devraient avoir lieu le 2 décembre, le pays va connaître une difficile cohabitation entre le président Basescu et le premier ministre Victor Ponta, puis une campagne qui s'annonce âpre.

Le rôle de la justice apparaît de plus en plus comme le principal enjeu de la bataille. « *Ce n'était pas ma personne qui était visée, avait affirmé M. Basescu aussitôt après avoir été suspendu. Le but de cette opération était de prendre le contrôle de la justice.* » Arrivé au pouvoir en 2004 avec un discours anti-corruption qui l'avait rendu très populaire, Traian Basescu en a fait son cheval de bataille, ce qui lui a valu d'être réélu en 2009.

Le chef de l'Etat avait alors donné les pleins pouvoirs aux procureurs et assuré leur indépendance, ce qui avait entraîné une véritable opération « *maines propres* ». Ces dernières années, les enquêtes menées par de jeunes procureurs avaient commencé à donner des

résultats. Plusieurs secrétaires d'Etat, députés, préfets, généraux et autres personnalités publiques ont été condamnés. En 2006, M. Basescu avait nommé procureur de la République la jeune Laura Kovesi, âgée de 32 ans. La direction du Parquet national anti-corruption — créée en 2004 pour s'occuper des affaires de corruption de haut niveau — était confiée à Daniel Morar, 39 ans, et réputé pour son intégrité.

Ce grand nettoyage a culminé le 27 juin avec la condamnation à deux ans de prison d'Adrian Nastase, premier ministre socialiste de 2000 à 2004. De l'avis de nombre d'observateurs, cette décision aurait été à l'origine de l'offensive menée par le socialiste Victor Ponta pour destituer le président.

« Chasse aux juges »

Même après le retour de M. Basescu, la bataille judiciaire devrait se poursuivre. Le 23 août, le premier ministre Victor Ponta a nommé au ministère de la Justice Mona Pivniceru, une juge du Conseil supérieur de la magistrature connue pour son hostilité au président. En 2009, en pleine crise de la dette, M. Basescu avait imposé aux fonctionnaires une baisse d'un quart de leurs salaires. Mona Pivniceru, alors à la tête de l'Association des magistrats, avait dénoncé une « *chasse aux juges* » et entamé un bras de fer avec le président au terme duquel les magistrats avaient réussi à faire augmenter leurs salaires par le biais de décisions de justice.

La nomination de M^{me} Pivniceru laisse surtout craindre qu'une approche moins offensive soit adoptée dans le combat contre la corruption. Le 14 août, la magistrature s'est fait surprendre par des paparazzi en train de se déplacer dans la voiture du fils d'Adrian Nastase, l'ancien premier ministre condamné et emprisonné pour corruption. ■

MIREL BRAN

La guerre en Syrie

Mohamed Morsi réclame la mise à l'écart de Bachar Al-Assad

LE CAIRE. Le président égyptien Mohamed Morsi a réclamé, lundi 27 août, sans le nommer explicitement, la mise à l'écart du dirigeant syrien Bachar Al-Assad. Il défendra cette position lors de ses prochains déplacements en Iran et en Chine, qui, avec la Russie, sont les principaux soutiens du régime syrien sur la scène internationale.

« *Il est désormais temps d'arrêter le bain de sang et pour le peuple syrien de recouvrer ses pleins droits et pour ce régime, qui assassine son propre peuple, de disparaître de la scène* », a affirmé le nouveau président égyptien. « *Il n'est plus question de parler de réforme, la discussion doit porter sur le changement.* »

Le président égyptien, élu en juin, issu de la confrérie des Frères musulmans, s'est dit toutefois opposé à une intervention militaire étrangère en Syrie « *sous quelque forme que ce soit* ». Mohamed Morsi doit se rendre dans les prochains jours en Iran pour y participer au sommet des non-alignés qui doit se tenir à Téhéran 30 au 31 août. La visite est symbolique à plus d'un titre : depuis 1979 aucun dirigeant égyptien ne s'est rendu en Iran.

Des malentendus [entre le peuple et le pouvoir] ont débouché sur une crise violente »

Ali Haïdar, ministre syrien pour les affaires de la réconciliation nationale, livrant, le 27 août à Téhéran, son analyse de la situation syrienne. Le ministre a par ailleurs jugé « *inacceptable* » l'éventualité d'un départ de Bachar Al-Assad.

Raid aérien sur l'est de Damas

AMMAN. Un raid mené lundi 27 août par un avion de chasse de l'armée de l'air syrienne a fait au moins 60 morts dans les faubourgs de l'est de Damas, affirmant les insurgés dans la capitale. Selon eux, l'attaque aérienne visait le quartier de Zemalka et celui de Sakba, situé un peu plus à l'est, où les combattants de l'Armée syrienne libre avaient pris plusieurs points de contrôle tenus par l'armée régulière au cours de la journée. — (Reuters.)